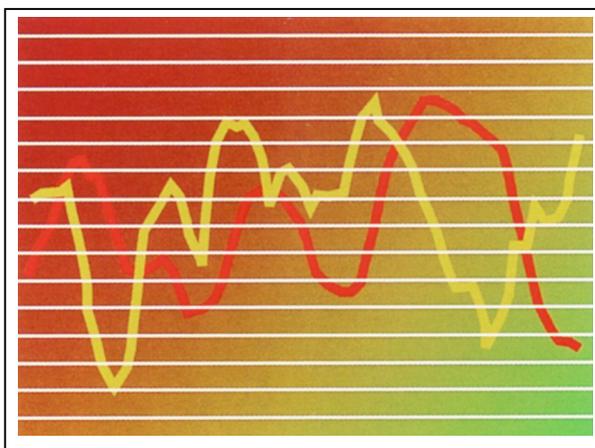


# NOTE DE CONJONCTURE

---

JUIN 2007





# ***NOTE DE CONJONCTURE***

---

**Juin 2007**

© Insee 2007



[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

Les notes de conjoncture sont disponibles dès leur parution sur le serveur internet de l'Insee dans la rubrique *Conjoncture - Analyse de la conjoncture*.

ISSN 0766-6268

Impression d'après documents fournis  
JOUVE - PARIS

■ Directeur de la publication

Jean-Michel Charpin

■ Rédacteurs en chef

Éric Dubois  
Anne-Juliette Bessone  
José Bardaji  
Pierre-Olivier Befy

■ Contributeurs

Laurent Apicella  
Franck Arnaud  
Antonin Aviat  
Céline Arnold  
Patrick Aubert  
Marlène Bahu  
Muriel Barlet  
Vincent Bonnefoy  
Jean-Charles Bricongne  
Frédéric Brouillet  
Franck Cachia  
Laurent Clavel  
Mathilde Clément  
Véronique Cordey  
Vincent Cottet  
Olivier Dorothée  
Philippe Gallot  
Nicolas Greliche  
Guillaume Guerrero  
Véronique Guihard  
Virginie Harrous  
Sylvain Heck  
Bertrand Lhommeau  
Christelle Minodier  
Guillaume Mordant  
Frédéric Ouradou  
Benoît Ourliac  
Cyril Rebillard  
Sophie Renaud  
Philippe Scherrer  
Marguerite Sylvander  
Frédéric Tallet  
Hélène Thélot  
Marie Zergat-Bonnin  
Thierry Ziliotto

■ Secrétariat de Rédaction  
et mise en page

Jean-William Angel  
Dominique Michot  
Maria Diaz  
Denise Maury-Duprey

■ Secrétariat

Samuel Berté  
Nelly Cousté

*Rédaction achevée le 14 juin 2007*

# SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

## ZONE EURO : LA CONSOMMATION PREND LE RELAIS

- Vue d'ensemble . . . . . 9

### DOSSIERS

- Des prix constants aux prix chaînés : quelles conséquences ? . . . . . 17
- Aléas climatiques, aléas économiques : les effets du climat sur l'activité économique en France . . . . . 33

## FICHES THÉMATIQUES

### INTERNATIONAL

- Conjoncture internationale. . . . . 45
- Principaux pays partenaires de la zone euro . . . . . 48
- Conjoncture dans la zone euro . . . . . 55
- Prix à la consommation au sein de la zone euro . . . . . 62
- Pétrole et matières premières . . . . . 66
- Financement de l'économie . . . . . 70

### FRANCE

- Échanges extérieurs. . . . . 77
- Recettes fiscales des administrations publiques. . . . . 80
- Prix à la consommation . . . . . 83
- Emploi . . . . . 86
- Chômage. . . . . 90
- Salaires . . . . . 93
- Revenus des ménages . . . . . 95
- Consommation et investissement des ménages . . . . . 99
- Investissement. . . . . 104
- Stocks . . . . . 107
- Production . . . . . 109
- Résultats des entreprises . . . . . 113

## COMPTE ASSOCIÉ

118

### Encadrés

- Quelle synchronisation des cycles conjoncturels asiatiques ? . . . . . 53
- La fin du "Kartell" des six instituts allemands . . . . . 59
- L'auberge espagnole au bord de la crise (de nerfs) ? . . . . . 60
- La solvabilité des ménages reste solide. . . . . 102

# Zone euro : la consommation prend le relais

L'économie mondiale a continué de croître à un rythme soutenu début 2007. Le ralentissement américain aura été plus fort qu'anticipé au premier semestre, mais il n'a pas pour autant entamé le dynamisme du reste du monde. La hausse de TVA en Allemagne a eu un impact négatif, supérieur à celui attendu, sur la consommation des ménages en début d'année, mais la croissance allemande a de nouveau surpris à la hausse, grâce notamment à une progression spectaculaire de l'investissement des entreprises.

La seconde partie d'année s'annonce dans l'ensemble encore meilleure. L'amélioration du climat conjoncturel aux États-Unis, visible dans l'industrie comme dans les services, et les premiers signes de stabilisation du marché immobilier plaident pour une ré-accélération graduelle de l'économie américaine.

La zone euro, toujours portée par des besoins importants en investissement, devrait bénéficier en outre d'une consommation en accélération. Les créations d'emploi continueraient d'alimenter le revenu des ménages, et les hausses de salaires se renforceraient, surtout en Allemagne, où la forte baisse du chômage permet enfin aux salaires de redécoller.

Cette hausse des salaires qui semble s'amorcer en Allemagne est un des événements majeurs de cette année. Tant qu'elle ne suscite pas de réaction de la BCE, elle est bénéfique à ses partenaires de la zone euro : d'une part parce que c'est un facteur de soutien de la demande interne allemande ; d'autre part parce qu'elle devrait enrayer l'amélioration de la compétitivité allemande au détriment de ses partenaires européens.

Dans ce contexte international toujours porteur, la performance de l'économie française a pu paraître un peu décevante en début d'année. Les exportations vont pourtant mieux et l'investissement des entreprises a accéléré. Mais c'est cette fois la consommation des ménages qui a faibli, et au-delà de ce que la douceur exceptionnelle de l'hiver justifiait en matière de dépenses énergétiques.

Toutefois, la faiblesse de la consommation devrait n'être que passagère. Les ménages bénéficieraient en effet en 2007 d'une hausse substantielle de leur pouvoir d'achat. Dans la lignée d'un excellent premier trimestre, les créations d'emploi seraient nombreuses, de l'ordre de 300 000 sur l'année. Les salaires resteraient dynamiques. Et surtout la baisse des prélèvements sur les ménages et la modération de l'inflation (+ 1,2 % en 2007 après + 1,6 % en 2006) devraient apporter à eux seuls près d'un point de croissance supplémentaire au revenu réel par rapport à 2006.

Cette hausse du pouvoir d'achat du revenu devrait ainsi alimenter la consommation à partir du printemps, sans pour autant effacer intégralement la hausse du taux d'épargne enregistrée depuis un an. L'investissement des entreprises devrait rester soutenu. Mais le commerce extérieur amputerait à nouveau la croissance, du fait de la hausse de la demande des ménages et de l'appréciation de l'euro depuis le début d'année. Au total, le PIB accélérerait quelque peu à partir du printemps et sa croissance atteindrait + 0,7 % par trimestre au second semestre. La croissance de l'économie française pourrait ainsi rejoindre celle de l'Allemagne et de l'ensemble de la zone euro. En moyenne sur l'année, la croissance du PIB (+ 2,1 %) serait toutefois du même ordre qu'en 2006 et l'écart avec nos partenaires européens persisterait.

Deux aléas majeurs pèsent sur ce scénario. Le premier concerne les prix du pétrole : l'intensification des tensions géopolitiques et la volonté de l'Opep de maîtriser sa production pourraient entraîner un retour à la tendance haussière de ces dernières années. Le second concerne le comportement de consommation des ménages français et allemands. Si la prudence dont ils ont fait preuve en ce début d'année devait perdurer, alors le rebond de leurs dépenses pourrait être beaucoup plus modéré que celui inscrit en prévision ; l'accélération de l'activité française que nous attendons pourrait alors ne pas se produire. À l'inverse, l'augmentation de leur pouvoir d'achat pourrait se traduire par une hausse bien plus forte de leur consommation, et donc du PIB, que celle inscrite dans notre prévision. ■

La croissance française a atteint +0,5 % au premier trimestre de 2007, grevée par des facteurs ponctuels, et notamment par le repli des dépenses en énergie en raison de conditions climatiques particulièrement clémentes<sup>(1)</sup>. L'activité accélérerait sur le reste de l'année, à + 0,6 % au deuxième trimestre puis à + 0,7 % aux deux trimestres suivants<sup>(2)</sup>. Sur l'ensemble de l'année, la croissance française s'élèverait à 2,1 %.

Notre économie bénéficierait en effet d'une demande interne toujours solide. La consommation des ménages serait portée par la progression soutenue du pouvoir d'achat du revenu, du fait d'un marché du travail particulièrement dynamique, des baisses d'impôts et d'un reflux de l'inflation. En outre, les exportations de la France profiteraient graduellement de la reprise attendue des dépenses des ménages allemands, favorisée, pour la première fois depuis cinq ans, par une hausse des salaires réels (cf. graphique 1).

### Un ralentissement de l'environnement international circonscrit aux États-Unis

La croissance des pays industrialisés se modérerait en 2007, en raison uniquement de l'essoufflement de l'économie américaine. Dans les autres zones, le PIB progresserait sur un rythme très similaire à celui de 2006 (cf. graphique 2). Partout, les dynamiques d'investissement productif se prolongeraient et la consommation des ménages accélérerait : elle serait portée par des gains de pouvoir d'achat supérieurs à ceux de l'année dernière, grâce notamment au reflux de l'inflation.

Aux États-Unis, l'effet du retournement du marché immobilier sur la croissance s'atténuerait progressivement d'ici la fin de l'année. Par ailleurs, l'arrêt du cycle de relèvement des taux directeurs et la résilience de la consommation des ménages, portée par des revenus réels solides, contribueraient à soutenir l'activité. La croissance américaine pourrait certes rester en dessous de son potentiel en 2007, mais en reprenant graduellement un rythme plus soutenu. Elle atteindrait + 1,7 % cette année, contre + 3,3 % l'an passé.

Au Japon, le rythme d'activité se modérerait, l'investissement des entreprises montrant des signes de ralentissement après la forte croissance de ces

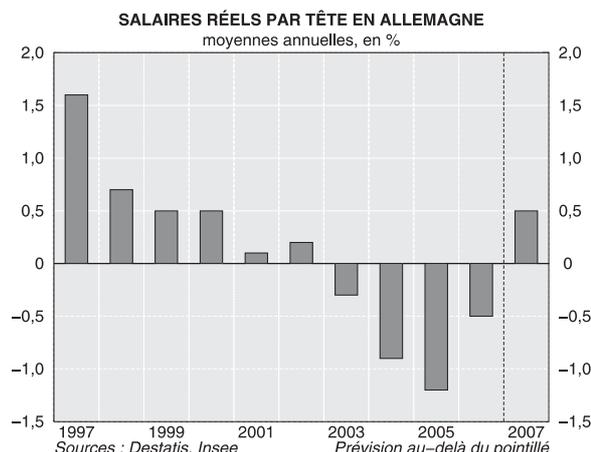
(1) Cf. dossier p.33, « Aléas climatiques, aléas économiques : les effets du climat sur l'activité économique en France ».

(2) Alors que jusqu'à présent les prévisions de volumes figurant dans les notes de conjoncture étaient présentées en prix constants, elles sont, à partir de la présente Note, en prix de l'année précédente chaînés, conformément au changement opéré dans les Comptes trimestriels. Pour plus de détails sur l'impact du passage des prix constants de 2000 aux prix chaînés, cf. dossier p.17 « Des prix constants aux prix chaînés : quelles conséquences ? ».

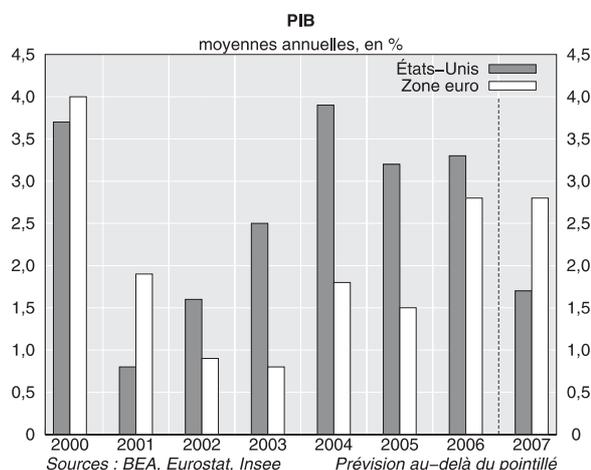
dernières années. Le pays peinerait à sortir définitivement de la déflation : l'inflation sous-jacente resterait négative, la faiblesse des salaires persisterait et la croissance du crédit bancaire aux entreprises demeurerait assez fragile. En Asie du Sud-est, la croissance garderait en revanche une allure élevée à l'horizon de la fin de l'année. Les pays de la région continueraient en effet de bénéficier d'exportations soutenues, et certains grands pays émergents, comme la Chine, l'Inde ou la Russie, conserveraient des rythmes d'activité très dynamiques.

Enfin, au Royaume-Uni, après un très bon début d'année, la croissance fléchirait légèrement au second semestre sous l'effet du resserrement en cours de la politique monétaire. En particulier, la vigueur de la consommation des ménages britanniques se tasserait un peu.

1



2



## Des ressorts internes solides en zone euro, notamment en Allemagne

La croissance de la zone euro serait aussi soutenue en 2007 qu'en 2006 (+ 2,8 %). Le recul de la consommation des ménages, consécutif au relèvement début janvier du taux normal de la TVA en Allemagne, serait rattrapé sur le reste de l'année. La poursuite attendue de l'amélioration du marché de l'emploi, portée par l'accélération passée de l'activité, commencerait à exercer une pression à la hausse sur les salaires, à l'exemple des accords salariaux signés au printemps en Allemagne dans les principales branches de l'industrie. L'accélération de la masse salariale de la zone euro serait toutefois modérée par une inflexion à la baisse en Italie, en particulier dans la fonction publique. Quant aux politiques fiscales des principaux pays de la zone euro, elles seraient globalement neutres en terme de contribution des prélèvements nets à la croissance du revenu des ménages par rapport à 2006. Au total, le pouvoir d'achat accélérerait cette année et soutiendrait la consommation des ménages.

Parallèlement, l'investissement productif bénéficierait du maintien à un niveau élevé de la croissance des débouchés, du besoin d'augmentation des capacités de production et de conditions financières encore favorables aux entreprises. Les entrepreneurs allemands devraient en outre anticiper certains projets d'investissement au second semestre, pour bénéficier de possibilités élargies d'amortissement avant la suppression de cette mesure incitative début 2008. En Italie, l'arrêt de la dégradation du taux de marge des entreprises contribuerait à soutenir l'investissement productif. Sur l'année, l'investissement en équipement marquerait une légère accélération par rapport à 2006.

## Courant 2007, les exportations françaises bénéficieraient du regain de demande européenne

Sans retrouver le rythme exceptionnel de 2006, la demande étrangère adressée à la France rejoindrait toutefois à la fin de l'année des taux de croissance légèrement supérieurs à sa moyenne de longue période, stimulée par le dynamisme de la zone euro. Après un premier trimestre vigoureux (+ 2,6 %), la croissance des exportations manufacturières reviendrait en seconde partie d'année sur un rythme de l'ordre de 1 1/4 %, un peu inférieur à celui de la demande étrangère : l'appréciation de la monnaie européenne serait à l'origine d'une légère perte de compétitivité.

Ce regain de demande externe en cours d'année ne suffirait toutefois pas à hisser l'appareil industriel sur des rythmes de croissance aussi élevés que début 2007. En effet, après s'être amélioré conti-

nûment sur les quatre premiers mois de l'année, le climat conjoncturel s'est légèrement détérioré dans l'industrie en mai. L'indicateur synthétique du climat des affaires demeure toutefois solidement ancré au-dessus de son niveau de long terme (cf. graphique 3). En outre, les chefs d'entreprise jugent leurs carnets de commandes encore bien étoffés, quoiqu'en léger repli. La production manufacturière devrait donc continuer de croître au cours des trois prochains trimestres, mais sur un rythme plus modéré (+0,3 % au deuxième trimestre puis + 0,5 % par trimestre jusqu'en fin d'année).

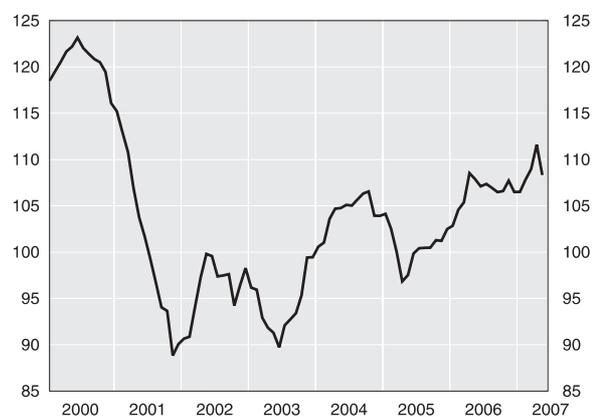
Début 2007, les importations de produits énergétiques se sont fortement repliées (- 10,9 %). Cette chute serait en partie attribuable au mouvement de grève qui a paralysé les terminaux pétroliers de Marseille du 14 mars au 1<sup>er</sup> avril. Un retour à la normale est attendu dès le deuxième trimestre, autorisant une reconstitution des stocks. Quant aux importations manufacturières, qui avaient vivement accéléré en début d'année, elles se modéreraient au printemps, du fait du ralentissement attendu des dépenses de consommation des ménages en produits manufacturés. Elles se redresseraient par la suite, avec le retour de ces dépenses sur des croissances plus en ligne avec la hausse des revenus.

## De fortes créations d'emploi marchand

Au premier trimestre de 2007, les créations d'emploi salarié dans le secteur marchand non agricole ont nettement accéléré (108 000), portées notamment par une poussée de l'intérim. Cette dynamique se consoliderait dans les mois à venir, favorisée par l'accélération de l'activité. 240 000 emplois marchands seraient ainsi créés sur l'ensemble de l'année (contre 155 000 en 2006). L'emploi serait particulièrement vigoureux dans le secteur tertiaire marchand. Il s'essoufferait un peu

3

INDICATEUR SYNTHÉTIQUE DANS L'INDUSTRIE



Source : Insee

dans la construction, alors que dans l'industrie, les destructions d'emplois seraient moins nombreuses qu'au cours des dernières années.

L'emploi, hors dispositifs d'aide, des secteurs non marchands resterait sur un rythme tendanciel. En revanche, la contribution nette des emplois aidés redeviendrait négative en 2007. L'an passé, les contrats mis en place dans le cadre du plan de cohésion sociale étaient encore en phase de montée en charge, de sorte qu'ils avaient contribué à la hausse de l'emploi. Mais cette année, bien que les contrats d'avenir (CAV) continuent à croître, ils n'arriveraient plus à compenser les nombreuses sorties des autres contrats, en particulier celles du contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE).

L'économie française créerait finalement environ 300 000 emplois cette année (après + 256 000 en 2006).

### Des gains de pouvoir d'achat soutenus par la baisse des impôts et de l'inflation

Le pouvoir d'achat des ménages bénéficierait de l'amélioration des revenus salariaux, de la hausse des prestations et des baisses d'impôts, ainsi que de la baisse de l'inflation.

L'inflation passerait en effet, en moyenne annuelle, de 1,6 % en 2006 à 1,2 % en 2007 : sous l'hypothèse d'un prix du baril de *brent* à 65 dollars en moyenne au second semestre et d'un taux de change stabilisé à 1,35 dollar pour un euro, la

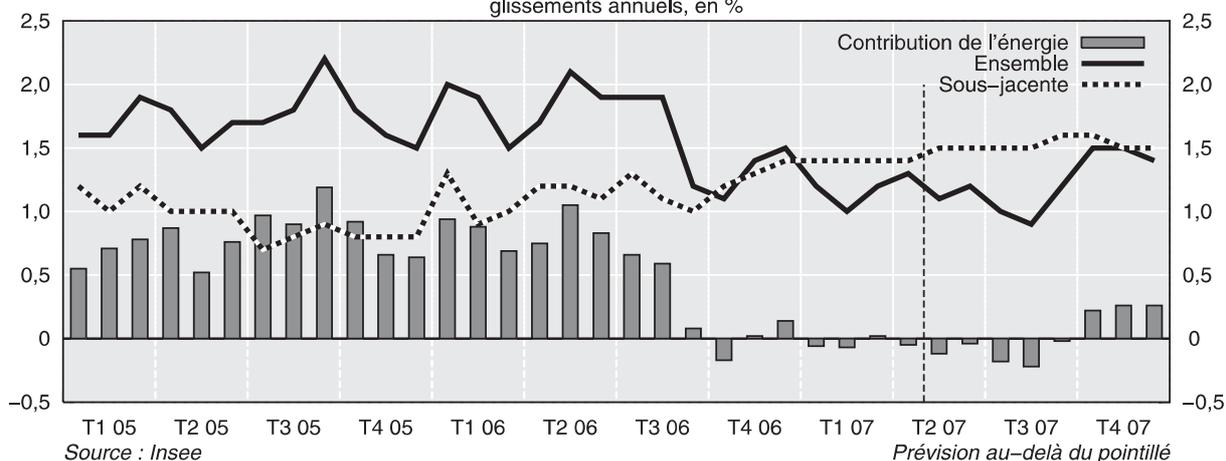
composante énergétique serait bien moindre en 2007 qu'en 2006. En glissement annuel, l'inflation d'ensemble décroîtrait jusqu'en août, avant de repartir à la hausse ensuite, pour atteindre finalement 1,4 % en décembre (cf. graphique 4).

Le pouvoir d'achat serait également soutenu par la croissance des revenus salariaux, tirés par l'accélération de l'emploi, tandis que le salaire moyen par tête croîtrait presque au même rythme qu'en 2006. Malgré la baisse de l'inflation, il serait en effet porté par l'amélioration du marché du travail et d'importantes distributions de primes et de bonus en début d'année. Il pourrait également être soutenu par un recours accru aux heures supplémentaires dans les secteurs qui connaissent d'importantes difficultés de recrutement, comme la construction, lorsque la mesure de détaxation des heures supplémentaires entrera en vigueur.

Outre la poursuite du dynamisme des revenus d'activité, deux facteurs supplémentaires contribueraient à l'accélération du revenu des ménages. Tout d'abord, les prestations sociales maintiendraient leur rythme d'augmentation : les prestations vieillesse croîtraient de façon soutenue, sous l'effet de l'arrivée à l'âge de la retraite des premières générations du *baby-boom*. Surtout, la réforme du barème de l'impôt sur le revenu freinerait nettement la progression des impôts versés par les ménages : alors que celle-ci s'élevait à + 6,8 % (hors retraitement comptable de l'avoir fiscal) en 2006, elle serait seulement de + 0,9 % cette année. Au quatrième trimestre, la suppression des cotisations sociales sur les heures supplémentaires irait dans le même sens.

4

INFLATION  
glissements annuels, en %



Au total, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut accélérerait en 2007 (+ 3,2 %, après + 2,4 % en 2006).

### Ménages : consommation en accélération mais investissement affaibli

La consommation des ménages est restée relativement atone en début d'année (+ 0,3 % après + 0,2 % au quatrième trimestre de 2006). Elle a été à nouveau pénalisée par le recul des dépenses énergétiques, en raison de températures encore particulièrement clémentes. De façon plus inattendue, les dépenses de services ont également fortement ralenti en début d'année, notamment dans l'hôtellerie-restauration.

La faiblesse de la consommation, conjuguée à la progression plutôt dynamique du revenu, a conduit à une remontée du taux d'épargne au premier trimestre. Mais comme c'est le cas habituellement, le surcroît de revenu ainsi épargné devrait être progressivement consommé (cf. graphique 5) et le taux d'épargne reviendrait graduellement vers son niveau moyen des dernières années. Sur le reste de 2007, dans un climat de confiance élevé, un rebond de la consommation est donc attendu (+ 0,9 % par trimestre).

Malgré un léger rebond au premier trimestre de 2007 (+ 0,2 %), l'investissement des ménages présente depuis début 2006 une nette tendance au ralentissement : le haut niveau atteint par les prix de l'immobilier et le durcissement des conditions de financement ont fini par freiner une demande jusque-là très vigoureuse. Le repli des mises en chantier enregistré en début d'année laisse entrevoir une baisse de l'investissement au deuxième trimestre. La mise en place de la mesure de

déduction des intérêts d'emprunts immobiliers devrait ensuite soutenir la demande et pourrait permettre le retour à une croissance légèrement positive de l'investissement des ménages (+ 0,2 % à + 0,3 % par trimestre).

### Vers une croissance modérée de l'investissement des entreprises

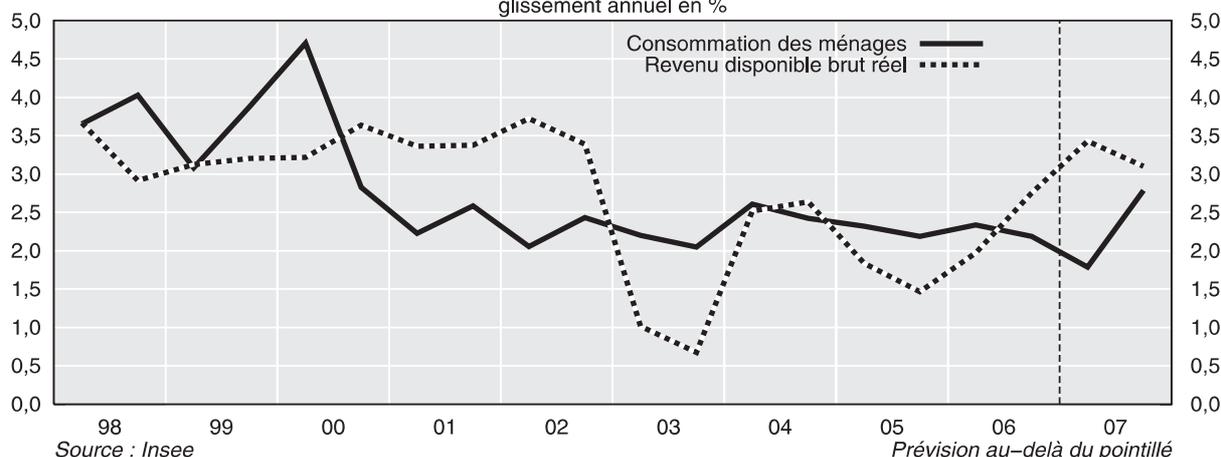
Après une fin d'année 2006 dynamique, l'investissement des entreprises a conservé son allant au premier trimestre de 2007 (+ 1,4 %). Les dépenses en produits manufacturés ont été soutenues, dopées par les achats en équipements aéronautiques, navals et ferroviaires. En outre, l'hiver particulièrement clément a permis un avancement rapide des chantiers de bâtiment et travaux publics : le retour à la normale devrait entraîner une correction sur les dépenses en construction au deuxième trimestre.

Alors que la demande resterait solide, le durcissement des conditions de financement entrainerait un infléchissement progressif de l'investissement des entreprises en produits manufacturés (+ 1,2 % au quatrième trimestre de 2007). Ce ralentissement devrait toutefois être modéré. L'indicateur de révision moyenne, qui fournit une estimation assez fiable de la croissance à court terme de l'investissement, conserve en effet à l'enquête d'avril une valeur significativement positive. Par ailleurs, le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière est encore relativement élevé. Les entrepreneurs devraient donc être incités à augmenter leurs capacités productives dans les prochains mois. En moyenne sur l'année, l'investissement des entreprises progresserait sensiblement (+ 5,4 %) et le taux d'investissement augmenterait de nouveau (18,7 % en 2007 après 18,1 % en 2006).

5

#### CONSOMMATION DES MÉNAGES ET REVENU DISPONIBLE

glissement annuel en %



## Une production qui progresse dans toutes les grandes branches d'activité

La production de l'ensemble des branches a continué d'accélérer début 2007 (+ 0,8 % au premier trimestre), portée notamment par le rebond de l'industrie manufacturière et le dynamisme du commerce. Le climat des affaires, globalement bien orienté en avril comme en mai selon les enquêtes de conjoncture, laisse attendre une poursuite de la croissance de la production au cours des prochains trimestres, à des rythmes toutefois plus modérés (+ 0,6 % par trimestre).

Tout au long de l'année, l'activité commerciale et celle des services seraient alimentées par la bonne tenue de la demande des ménages. Le profil de la production énergétique serait de son côté plus

chaotique. En particulier, le retour à la normale des conditions climatiques se traduirait par un rebond de la consommation énergétique, ce qui pousserait la production à la hausse au deuxième trimestre.

Inversement, après deux trimestres favorisés par la douceur des températures, la production de la construction fléchirait légèrement au deuxième trimestre de 2007. Comme en attestent les carnets de commandes toujours bien garnis retracés dans les enquêtes de conjoncture, le secteur retrouverait ensuite une croissance plus tendancielle, en ligne avec le léger redressement de l'investissement des ménages.

Enfin, après deux années de baisse, la croissance de la production des branches agricole et agroalimentaire atteindrait + 1,1 % en 2007. ■

### France : équilibre ressources-emplois en volume

aux prix de l'année précédente chaînés, données cvs-cjo, moyennes trimestrielles ou annuelles, en %

	2005				2006				2007				2005	2006	2007
	1 <sup>er</sup> T.	2 <sup>e</sup> T.	3 <sup>e</sup> T.	4 <sup>e</sup> T.	1 <sup>er</sup> T.	2 <sup>e</sup> T.	3 <sup>e</sup> T.	4 <sup>e</sup> T.	1 <sup>er</sup> T.	2 <sup>e</sup> T.	3 <sup>e</sup> T.	4 <sup>e</sup> T.			
<b>PIB</b>	0,2	0,2	0,6	0,4	0,7	0,9	0,1	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	1,7	2,2	2,1
Importations	0,7	0,6	2,5	3,0	1,3	2,9	-0,8	0,6	0,6	2,0	1,5	1,6	5,4	7,0	4,1
Dépenses de consommation des ménages	0,5	0,0	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,2	0,3	0,9	0,9	0,9	2,3	2,3	2,3
Dépenses de consommation des APU*	0,1	0,2	0,4	0,0	0,5	0,5	0,3	0,5	0,3	0,6	0,5	0,5	0,8	1,4	1,8
FBCF totale	0,8	0,7	1,8	0,6	0,5	1,7	0,6	1,3	1,2	0,4	0,7	0,7	4,1	4,1	3,8
dont : ENF	0,1	-0,2	2,5	0,5	0,3	2,4	0,9	1,8	1,4	1,0	1,0	1,0	2,7	4,6	5,4
Ménages	1,2	2,4	0,7	1,3	1,4	1,0	0,9	-0,4	0,2	-0,5	0,2	0,3	6,2	4,5	0,4
Exportations	-0,5	0,3	3,0	1,0	3,2	1,0	-1,3	0,6	1,5	0,9	1,1	1,1	3,2	6,0	3,1
Demande intérieure hors stocks	0,5	0,2	0,8	0,5	0,6	0,7	0,5	0,5	0,5	0,7	0,7	0,8	2,2	2,4	2,5
Variations de stocks**	0,0	0,0	-0,3	0,4	-0,5	0,7	-0,3	0,0	-0,3	0,2	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Commerce extérieur	-0,3	-0,1	0,1	-0,5	0,5	-0,5	-0,1	0,0	0,2	-0,3	-0,1	-0,2	-0,6	-0,3	-0,3

■ Préviation

\* Dépenses de consommation des APU et des ISBLSM.

\*\* Les variations de stocks sont y compris acquisitions nettes d'objet en valeur

Source : Insee